

BRÉSIL

Privation de nourriture Préoccupations pour la santé

De très nombreuses personnes issues de la communauté indigène Guarani-Kaiowá de Dourados

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 19/007/2007

Action complémentaire sur l'AU 42/07 (AMR 19/005/2007, 16 février 2007)

ÉFAI

5 mars 2007

Les autorités fédérales de l'État du Mato Grosso do Sul (dans l'ouest du Brésil) ont repris la distribution de paniers de nourriture d'urgence à un certain nombre de communautés indigènes. Cependant, il semblerait qu'un troisième enfant soit mort de malnutrition. Amnesty International craint que les membres de la communauté indigène Guarani-Kaiowá de Dourados ne soient encore exposés au risque de mourir de faim.

Selon certaines sources, le 25 février, Cleison Benites Lopes, un petit garçon âgé de dix mois originaire du village de Bororó, dans la réserve indigène de Dourados, est mort des suites d'une grave malnutrition quelques heures après avoir été conduit à la clinique locale. Le personnel de cet établissement lui aurait donné des vitamines, avant de le renvoyer chez lui.

Amnesty International a également reçu des informations (qui n'ont pas été confirmées) selon lesquelles les autorités au niveau fédéral et à l'échelon de l'État auraient désormais décidé de distribuer conjointement des paniers alimentaires. Cette résolution fait suite à la décision prise par le gouvernement du Mato Grosso do Sul en janvier, lorsqu'il est entré fonction, de mettre un terme à de nombreuses dépenses sociales.

Par ailleurs, un manque de coordination semble subsister entre les organismes chargés de l'aide sociale consacrée à la réserve indigène de Dourados, notamment dans la recherche de solutions durables à la malnutrition, à la pauvreté et au surpeuplement qui touchent la communauté indigène Guarani-Kaiowá de Dourados. Amnesty International continuera à suivre leur situation.

Selon un médecin travaillant pour la Fundação Nacional de Saúde (FUNASA, Fondation nationale pour la Santé), l'agence fédérale qui s'occupe des questions sanitaires chez les indigènes, bien que l'état de santé général des enfants indigènes se soit amélioré depuis 2003, 8 p. cent de ceux vivant dans la réserve de Dourados demeurent exposés à un risque de malnutrition. D'après certaines sources, 20 enfants sont toujours dangereusement menacés de grave malnutrition.

Même lorsqu'elle n'entraîne pas la mort, la malnutrition peut avoir des conséquences à long terme sur la santé des enfants ; ainsi, la suppression des paniers de nourriture d'urgence peut constituer une violation du droit des personnes concernées de jouir du meilleur état de santé possible.

L'agriculture de subsistance ne fournit pas assez de ressources alimentaires pour la communauté indigène Guarani-Kaiowá de la réserve de Dourados, qui est, semble-t-il, la plus densément peuplée de toutes les réserves indigènes du Brésil. La lenteur du processus de rétrocession des terres ancestrales aux communautés indigènes reste la cause première des difficultés économiques et sociales de ces populations. Une résolution rapide quant aux revendications des Guarani sur leurs terres ancestrales, qui leur permettrait de produire leur propre nourriture, constitue le seul moyen durable de mettre un terme à la privation de nourriture et à la pauvreté qui s'abattent sur leur communauté.

Amnesty International a été informée qu'un «*plan d'action intégré*» avait été présenté au gouvernement fédéral en octobre, afin de prendre en charge la situation des Guarani-Kaiowá. Toutefois, ce plan n'est toujours pas mis en œuvre à l'heure actuelle.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- saluez la reprise de la distribution de paniers de nourriture d'urgence à un certain nombre de communautés indigènes de l'État du Mato Grosso do Sul, ainsi que les mesures adoptées pour assurer la distribution conjointe de rations alimentaires par les autorités au niveau des États et à l'échelon fédéral ;
- faites part de votre préoccupation à la suite d'informations selon lesquelles un autre enfant de la réserve indigène de Dourados serait mort des suites de malnutrition ;
- exhortez les autorités au niveau des États et à l'échelon fédéral à vous tenir informé des mesures qu'elles prennent pour garantir la distribution de paniers alimentaires et de produits médicaux aux familles indigènes, ainsi que pour trouver des solutions durables à la situation de ces dernières ;
- demandez instamment aux autorités de respecter leurs engagements constitutionnels et internationaux à résoudre tous les litiges agraires en cours concernant les indigènes au Brésil, ainsi que de mettre en œuvre sans délai un «*plan d'action intégré*» afin de lutter contre la pauvreté et le surpeuplement de la réserve indigène de Dourados.

APPELS À

Gouverneur de l'État du Mato Grosso do Sul :

Exmo Governador do Estado do Mato Grosso do Sul

Sr. André Puccinelli

Parque dos Poderes, Bloco 08

79031-902 - Campo Grande/MS – Brésil

Fax : + 55 67 3318 1120

Formule d'appel :

Vossa Excelência, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de la Justice :

Exmo Ministro da Justiça

Sr. Márcio Thomaz Bastos

Esplanada dos Ministérios, Bloco "T"

70712-902 - Brasília/DF – Brésil

Fax: + 55 61 3322 6817

Formule d'appel :

Vossa Excelência, / Monsieur le Ministre,

Ministre du Développement social et de la Lutte contre la Faim :

Exmo Sr Ministro do Desenvolvimento Social e Combate à Fome

Sr Patrus Ananias de Sousa

Esplanada dos Ministérios, Bloco "C" 5º andar

70046-900 - Brasília/DF – Brésil

Fax : + 55 61 34331025

Formule d'appel :

Vossa Excelência, / Monsieur le Ministre,

Président de la Fundação Nacional de Saúde (FUNASA, Fondation nationale pour la Santé) :

Dr Paulo de Tarso Lustosa da Costa

Funasa Sede – Presidência

SAS - Q4 - Bl "N" - 5º andar - sala 502 - Ala Norte - Brasília/DF

CEP: 70070-040- Brasília/DF – Brésil

Fax : + 55 61 3314 6253

Formule d'appel :
Exmo. Sr Dr, / Monsieur,

COPIES À

Secrétaire fédéral aux Droits humains :
Secretaria Especial de Direitos Humanos
Exmo. Secretário Especial
Sr. Paulo de Tarso Vannuchi
Esplanada dos Ministérios - Bloco "T" - 4º andar, 70.064-900 - Brasília/DF – Brésil
Fax : + 55 61 3226 7980

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.
APRÈS LE 16 AVRIL 2007,
VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.